

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

TRIGANO

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 82 310 249,75 €
Siège social : 100, rue Petit – 75019 Paris
722 049 459 R.C.S. Paris

Exercice social : du 1er septembre au 31 août.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan.

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/08/2016			31/08/2015
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	8 346	-4 782	3 564	3 058
Immobilisations incorporelles en cours	283		283	255
Avances et acomptes	190		190	88
Total Immobilisations incorporelles	8 819	-4 782	4 037	3 401
Terrains	5 926	-511	5 415	4 231
Constructions	17 837	-8 210	9 627	10 148
Installations techniques, matériel et outillage industriel	158	-158	0	
Autres immobilisations corporelles	3 412	-2 431	981	746
Immobilisations corporelles en cours	5 619		5 619	81
Total Immobilisations corporelles	32 952	-11 310	21 642	15 206
Participations	177 243	-15 671	161 572	161 712
Actions propres	4 180		4 180	3 680
Créances rattachées à des participations	67 648	-11 294	56 354	52 799
Prêts	11 701	-16	11 685	161
Autres	532		532	532
Total Immobilisations financières	261 304	-26 981	234 323	218 884
Total Actif immobilisé	303 075	-43 073	260 002	237 491
Actif circulant				
Créances clients	2 126		2 126	1 577
Autres créances	91 435	-16 671	74 764	66 568
Total créances	93 561	-16 671	76 890	68 145
Valeurs mobilières de placement (1)	206		206	145
Disponibilités	55 077		55 077	30 862
Charges constatées d'avance	520		520	407
Ecart de conversion actif	707		707	1
Total Actif circulant	150 071	-16 671	133 400	99 560
Total actif	453 146	-59 744	393 402	337 051

(1) Dont actions propres gérées dans le contrat de liquidité : 206 milliers d'euros au 31.08.2016, 145 milliers d'euros au 31.08.2015.

Passif	31/08/2016	31/08/2015
Capitaux propres :		

Capital	82 310	82 310
Primes d'émission, de fusion, d'apport	4 183	4 183
Réserves		
Réserves légales	9 016	9 016
Réserves réglementées		
Autres réserves	54 180	54 180
Report à nouveau	42 918	50 430
Résultat de l'exercice	16 113	5 895
Subventions d'investissement	49	60
Provisions réglementées	3 724	3 363
Total Capitaux propres	212 493	209 437
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	859	152
Total Provisions pour risques et charges	859	152
Dettes		
Dettes financières		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	10 196	20 079
Emprunts et dettes financières divers	391	395
Total Dettes financières	10 587	20 474
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs	5 943	423
Dettes fiscales et sociales	8 692	6 225
Total Dettes d'exploitation	14 635	6 648
Dettes diverses		
Autres dettes	154 762	100 274
Produits constatés d'avance	66	66
Total dettes	180 050	127 462
Total passif	393 402	337 051

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Produits d'exploitation		
Production de services	8 582	8 166
Chiffre d'affaires net	8 582	8 166
Subventions d'exploitation	13	11
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	1	112
Autres produits	14 488	6 061
Total des produits d'exploitation	23 084	14 350
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	-2 768	-2 639
Impôts, taxes et versements assimilés	-903	-882
Salaires et traitements	-3 215	-3 142
Charges sociales	-1 456	-1 389
Dotations aux amortissements	-1 585	-1 544
Dotations aux provisions		-152
Autres charges	-5 567	-409
Total des charges d'exploitation	-15 494	-10 157
Résultat d'exploitation	7 590	4 193

Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Produits financiers		
Produits financiers de participations	13 251	12 279

Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	306	602
Autres intérêts et produits assimilés	1 757	1 847
Reprises sur provisions et transferts de charges	3 796	3 484
Différences positives de change	74	33
Total des produits financiers	19 184	18 245
Charges financières		
Dotations financières aux provisions	-4 142	-6 207
Intérêts et charges assimilés	-2 055	-2 496
Pertes sur créances liées à des participations	-62	-5 573
Différences négatives de change	-322	-17
Total des charges financières	-6 581	-14 293
Résultat financier	12 603	3 952
Résultat courant avant impôts	20 193	8 145
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	209	171
Reprise sur provisions et transfert de charges	60	47
Total des produits exceptionnels	269	218
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-138	-102
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-421	-419
Total des charges exceptionnelles	-559	-521
Résultat exceptionnel	-290	-303
Impôts sur les bénéfices	-3 791	-1 946
Total des produits	42 537	32 813
Total des charges	-26 424	-26 918
Bénéfice	16 113	5 895

III. — Annexe aux comptes sociaux.

La présente annexe se rapporte au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2016 dont le total est de 393 402 k€ et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dont le total des produits est de 42 537 k€ et dégageant un bénéfice de 16 113 k€.

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er septembre 2015 au 31 août 2016.

I. – Faits marquants de l'exercice.

Dans un contexte de confirmation de la reprise du marché du camping-car en Europe, la société a investi ou financé pour accompagner l'augmentation de la capacité de production de ses filiales au Royaume-Uni, en France et en Italie afin de leur permettre de satisfaire la demande.

Par ailleurs, la société a adapté son mode de gouvernance en optant pour une structure à Directoire et Conseil de Surveillance.

II. – Règles et méthodes comptables.

Les comptes annuels de la société relatifs à l'exercice clos le 31 août 2016 ont été établis selon les principes comptables généralement admis en France, conformément à la réglementation en vigueur, résultant de l'application du règlement ANC N°2014-03.

Les principales règles et méthodes comptables utilisées dont l'énonciation est nécessaire à une bonne compréhension des comptes sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles correspondent aux marques, dépôt de marques, brevets, procédés et logiciels possédés par la société. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les logiciels, procédés et brevets sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation prévisionnelle.

Les frais de dépôts de marques sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et amortis sur 10 ans.

A la clôture de l'exercice, les marques sont évaluées à leur valeur d'utilité. Une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est constatée si cette valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition.

2. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée du bien.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 à 30 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Mobilier, matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
Matériel micro-informatique	2 ans
Matériel de transport	4 ans

Les immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/08/2015	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/08/2016
Immobilisations incorporelles (1)	7 589	1 240	-10	8 819
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 713	1 213		5 926
Constructions	17 716	121	0	17 837
Matériel informatique et de bureau	2 420	459	-248	2 631
Divers	889	88	-38	939
Immobilisations en cours	81	5 538		5 619
Total immobilisations corporelles	25 819	7 419	-286	32 952

(1) Dont marques 1 238 milliers d'Euros, logiciels 6 236 milliers d'Euros au 31/08/2016.

Les amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	Amortissements au 31/08/2015	Dotations	Reprises	Amortissements au 31/08/2016
Immobilisations incorporelles	-4 188	-604	10	-4 782
Immobilisations corporelles				
Agencements des terrains	-481	-29		-510
Constructions	-7 568	-641		-8 209
Matériel informatique et de bureau	-1 907	-270	246	-1 931
Divers	-657	-41	38	-660
Total immobilisations corporelles	-10 613	-981	284	-11 310
Total amortissements des immobilisations	-14 801	-1 585	294	-16 092

3. Immobilisations financières. — Les titres de participation sont évalués au coût d'acquisition et ramenés à la valeur recouvrable lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition. Les frais d'acquisition liés aux titres sont inclus dans le coût des titres.

La valeur recouvrable est considérée principalement par rapport à la valeur des capitaux propres des sociétés concernées, corrigée le cas échéant des plus-values latentes et de leur capacité bénéficiaire immédiate ou à terme ou par rapport à la valeur d'usage calculée sur les flux de trésorerie futurs. Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction font l'objet d'une provision déterminée en fonction d'une actualisation.

Les dotations aux provisions pour risques filiales sont comptabilisées en résultat courant.

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/08/2015	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31/08/2016
Immobilisations financières				
Participations (Cf. note 14)	177 171	91	-19	177 243
Actions propres (1) (2)	3 825	561		4 386
Créances rattachées à des participations	66 161	1 550	-63	67 648
Prêts (3)	179	11 527	-5	11 701
Divers	532			532
Total immobilisations financières	247 868	13 729	-87	261 510

(1) La société a acquis au cours de l'exercice 13 197 actions Trigano pour un prix de 560 783,62 €. Au 31 août 2016, elle détient 185 900 titres Trigano pour une valeur comptable de 4 386 030,23 €.

(2) Dont 206 k€ au 31 août 2016 d'actions propres du contrat de liquidités classées en valeurs mobilières de placement au bilan.

(3) Les prêts représentant les versements effectués dans le cadre de la participation des employeurs à l'effort de construction sont actualisés au taux de 0,80 %.

4. Créances. — Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, sauf exception. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5. Opérations en devises. — Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

6. Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont ramenées à la valeur probable de réalisation lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

7. Provisions pour risques et charges. — En application du règlement CRC n°2000-06 sur les passifs, toute obligation de la société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressources sans contrepartie équivalente, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques. Les autres provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les évolutions de ces provisions sont les suivantes :

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/08/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montants au 31/08/2016
Provision pour pertes de change	1	707	-1		707
Provision pour litiges	151				151
Total	152	707	-1		859

8. Engagements en matière de pensions et retraites. — Les charges correspondant aux engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont payées. Le montant potentiel de ces indemnités figure en engagement financier hors bilan dans la présente annexe. Il est évalué sur la base de calculs actuariels intégrant des hypothèses de mortalité, selon la table statistique communément admise, de rotation du personnel et d'augmentation de salaires selon les statistiques de la société et du départ à 65 ans à l'initiative du salarié.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées soit 0,80% au 31 août 2016 (cf. Note 11).

9. Résultat financier. — Les subventions accordées aux filiales ainsi que les abandons de créances financières sont comptabilisés en résultat financier.

III. – Notes sur le bilan.

Note 1. – Provisions pour dépréciation d'éléments de l'actif.

(En milliers d'Euros)	Montants au 31/08/2015	Dotations (1)	Reprises (2)	Montants au 31/08/2016
Immobilisations financières :				
Participations	-15 459	-215	3	-15 671
Créances rattachées à des participations	-13 362		2 068	-11 294
Prêts	-18		2	-16
Autres				
Total provisions immobilisations financières	-28 839	-215	2 073	-26 981
Actif circulant				
Créances clients				
Autres créances	-15 173	-3 219	1 721	-16 671
Total provisions actif circulant	-15 173	-3 219	1 721	-16 671
Total provisions pour dépréciation d'éléments de l'actif	-44 012	-3 434	3 794	-43 652
(1) Dont dotations financières : 3 434 K€				
(2) Dont reprises financières : 3 794 K€, reprise d'exploitation 0 K€				

Note 2. – Echéancier des prêts et des créances.

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2016	Un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	67 648	35 137	32 511
Prêts	11 701	11 518	183
Autres immobilisations financières	532		532
Total actif immobilisé	79 881	46 655	33 226

Actif circulant			
Créances clients	2 126	2 126	
Autres créances			
Société apparentées	79 986	79 986	
Comptes courants intégration fiscale	2 449	2 449	
Créances sur l'Etat	3 015	3 015	
Autres créances détenues sur les sociétés du groupe	220	220	
Autres	5 765	5 765	
Total des autres créances	91 435	91 435	
Total	173 442	140 216	33 226

Note 3. – Autres informations sur les postes de l'actif.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Montants concernant les entreprises liées :		
Participations	177 243	177 171
Créances rattachées à des participations	67 648	66 161
Clients	2 084	1 552
Comptes courants filiales	79 986	77 486
Autres créances	2 669	394
Total	329 630	322 764
Charges constatées d'avance		
Charges d'exploitation	520	407
Charges financières		
Total	520	407
Produits à recevoir		
Clients	1 999	1 448
Autres créances	5 699	579
Total	7 698	2 027

Note 4. – Composition du capital social.

Catégorie	Nombre de titres				Valeur nominale
	Au 31/08/2015	Créés	Réduction	Au 31/08/2016	
Actions	19 336 269			19 336 269	4,2567 €

Réserves indisponibles. — Le montant de la réserve indisponible liée aux actions propres est de 4 386 K€.

Note 5. – Echancier des dettes.

(En milliers d'Euros)	Montant brut au 31/08/2016	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	10 196	10 196		
Emprunts et dettes financières divers	391			391
Fournisseurs	5 943	5 944		
Dettes fiscales et sociales	8 692	8 692		
Autres dettes	154 761	154 761		
Total	179 984	179 593		391

(1) Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont à taux variable sur une base d'Euribor 3 mois. Une couverture de taux a été contractée afin d'échanger l'Euribor 3 mois contre un taux fixe de 0,63 % sur le crédit amortissable de 40 M€ mis en place en juillet 2012.

Note 6. – Autres informations sur les postes du passif.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Montants bruts concernant les entreprises liées		
Emprunts et dettes financières	366	368
Fournisseurs	5 479	69
Comptes courants filiales	153 344	98 069
Autres dettes	1 417	1 971
Total	160 606	100 477
Produits constatés d'avance		
Produits d'exploitation	66	66
Total	66	66
Charges à payer		
Dettes fournisseurs	18	43
Dettes fiscales et sociales	525	543
Total	543	586

Notes sur le compte de résultat.

Note 7. – Produits et charges financiers concernant les entreprises liées.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Produits financiers		
Dividendes reçus sur titres de participation	12 816	11 844
Résultats des sociétés de personnes	435	435
Produits de prêts et comptes courants auprès des filiales du groupe	1 965	2 383
Reprises sur provision filiales	3 793	3 329
Total	19 009	17 991

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Charges financières		
Dotations financières aux provisions (1)	-3 434	-6 206
Abandons de créances filiales (2)		-5 573
Intérêts et charges assimilées	-805	-845
Total	-4 239	-12 624
(1) La société a procédé à l'analyse des valeurs d'inventaire des titres de participations. A l'issue de cet examen, une dotation complémentaire pour dépréciation a été comptabilisée pour 3 434 K€.		
(2) Abandons de créance : Arca Camper et Mistercamp en 2015.		

Note 8. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Résultat sur cession d'immobilisations corporelles	-20	-1
Résultat sur cession d'actions Trigano (contrat de liquidité)	92	70
Dotation aux amortissements dérogatoires	-421	-419
Reprise sur amortissements dérogatoires	59	47
Total	-290	-303

Autres informations.

Note 9. – Rémunération des dirigeants.

Les rémunérations et avantages versés aux membres du Conseil d'Administration au cours de l'exercice se sont élevées à 1 031 342 €.

Note 10. – Élément de nature fiscale.

La société est la société-mère du groupe fiscal constitué avec les sociétés Trigano VDL, Euro Accessoires, Trigano MDC, Mistercamp et Lider. Dans le cadre de l'intégration fiscale, l'impôt est calculé par filiale comme en l'absence d'intégration.

L'accroissement de la dette future d'impôt provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable est de 223 k€. L'impôt sur les bénéfices se compose de produits d'intégration fiscale pour 4 991 k€, de charges d'impôt au titre de l'intégration fiscale pour 8 620 k€ et d'autres charges d'impôt pour 161 k€.

En l'absence d'intégration fiscale, la charge d'impôt de Trigano en France aurait été de 0 €.

Note 11. – Engagements financiers (hors bilan).

— Engagements de départ à la retraite : Montant des engagements de départs à la retraite : 446 219 €.

— Crédit bail :

(En milliers d'Euros)	Redevances payées			Redevances à payer			
	Prix de l'exercice	cumulées	1 an	1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Total à payer	Prix résiduel
Terrains et constructions	107	107	266	1 065	1 732	3 063	

La valeur des biens au moment de la signature du contrat en juin 2016 se décompose comme suit : Terrain : 527 K€

Construction : 2 134 K€

Les dotations aux amortissements au titre de l'exercice qui auraient été enregistrées si les biens avaient été acquis sont de 21 K€.

— Swap de taux d'intérêts : Trigano a échangé l'Euribor 3 mois contre un taux fixe à 0,63% sur le crédit amortissable de 40 M€ mis en place en juillet 2012. Au 31 août 2016, la juste valeur de cet instrument financier est de -76 K€.

— Cautions données : Une caution d'un montant de 1 M€ a été donnée à BNP-Paribas pour la délivrance d'une garantie bancaire demandée par le bailleur dans le cadre de la location de l'usine de SEA à Poggibonsi.

— Engagements reçus : Abandons de créances ou subventions accordées avec clause de retour à meilleure fortune : 76 735 k€.

Engagements donnés

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont assortis d'engagements de respect de ratios financiers sur les comptes annuels au 31 août :

– endettement net consolidé sur fonds propres consolidés ≤ 1

– endettement net consolidé sur EBITDA consolidé ≤ 3

Trigano satisfait à ces conditions au 31/08/2016.

Par ailleurs, pour garantir le remboursement de ces crédits, Trigano a consenti le nantissement de titres des filiales suivantes : Euro Accessoires, Trigano Remorques, Trigano VDL et Trigano MDC.

Note 12 - Ventilation de l'effectif moyen

	2016	2015
Cadres	33	33
Employés	10	9
Total	43	42

Note 13. – Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

La 3ème loi de finances rectificative 2012 en France a instauré un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

Les instances comptables (note d'information du Collège de l'Autorité des Normes Comptables en date du 28 février 2013) ont précisé les modalités d'évaluation et de comptabilisation du CICE. Ainsi, le CICE peut être reconnu en autres produits opérationnels courants, ou en minoration des charges de personnel. C'est ce dernier classement que Trigano a choisi d'appliquer.

Un produit de 51 K€ a été enregistré en résultat au titre du CICE au cours de l'exercice. Le montant de la créance inscrite au bilan dans le cadre de l'intégration fiscale est de 2 480 K€.

Ce crédit sera utilisé comme le prévoit l'article 244 quater C du CGI pour financer des investissements, de la recherche, des formations, des recrutements, de la prospection de nouveaux marchés, des efforts de transition écologiques et énergétiques, ou bien encore, d'améliorer le besoin en fonds de roulement.

Note 14. – Tableau des filiales et participations au 31 août 2016.

Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la Société astreinte à la publication

Filiales et participations	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)
1. Filiales (détenues à + de 50%) :					
TRIGANO VDL	K€	7 000	48 386	100,00	7 232
TRIGANO SPA	K€	18 000	5 562	100,00	5 774
TRIGANO SERVICE	K€	60	16 506	100,00	2 770
TRIGANO MDC	K€	9 000	9 041	100,00	1 167
EURO ACCESSOIRES	K€	2 000	10 377	100,00	2 028
BENIMAR OCARSA	K€	60	8 612	100,00	6 061
AUTOSTAR	K€	1 000	-5 673	97,33	1 372
ARCA CAMPER	K€	120	-285	100,00	-287
MECANOREM	K€	830	-1 045	100,00	-728
TRIGANO DEUTSCHLAND GMBH UND CO KG	K€	7 500	-25 576	100,00	305
AUTO-TRAIL	K£	200	19 230	100,00	10 900
DELWYN ENTERPRISES LTD	K£	160	9 098	100,00	1 693
PERIGORD VDL	K€	150	7 203	100,00	1 950
TROIS SOLEILS	K€	20	3 562	100,00	243
RULQUIN	K€	1 000	4 985	99,99	427
TRIGANO REMORQUES	K€	1 000	13 920	100,00	873
ECIM	K€	100	6 111	100,00	643
TRIGANO JARDIN	K€	7 667	-574	100,00	805
CARAVANES LA MANCELLE	K€	10	-970	100,00	-358
GROVE PRODUCTS LTD	K£		3 162	100,00	697
OCS RECREATIE	K€	16	4 101	100,00	1 181
GAUPEN-HENGER EIENDOM	KKR	100	13 282	100,00	2 959
GAUPEN-HENGER	KKR	100	44 563	100,00	5 826
LIDER	K€	123	13 733	100,00	2 503
BRUAND DEVELOPPEMENT	K€	200	1 041	75,00	266
LUANO CAMP	K€	1 500	5 415	60,00	2 681
2. Participations (détenues à - de 50%) :					
LOISIRS FINANCE	K€	10 000	24 922	49,00	3 435

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations

Filiales et participations	Filiales		Participations	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus				
Brute	80 523	92 005	4 715	
Nette	75 094	81 763	4 715	
Montant des prêts et avances accordés				
Montant des cautions et avals donnés				
Montant des dividendes encaissés	1 900	10 916		

IV. — Affectation du résultat.

Résultat de l'exercice	16 112 705,31 €
Majoré du report à nouveau antérieur	42 918 118,86 €
Total à affecter	59 030 824,17 €
Aux comptes suivants :	
Dividendes (1 € / action)	19 336 269,00 €

Report à nouveau	39 694 555,17 €
Total affecté	59 030 824,17 €

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Trigano, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note « 3 – Immobilisations financières » de la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et les méthodes comptables relatives aux immobilisations financières. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des méthodes comptables suivies par votre société, nous nous sommes assurés de la pertinence des hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations comptables et du caractère raisonnable des évaluations en résultant.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre Société auprès des sociétés contrôlant votre Société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 19 décembre 2016.

Les Commissaires aux comptes :

BM&A :
Pascal de Rocquigny ;

Ernst & Young Audit :
Aymeric de La Morandière.

B. — Compte de résultat consolidé.

I. — Compte de résultat.

(En milliers d'Euros)	Note	31/08/2016	31/08/2015
Chiffre d'affaires		1 317 130	1 075 640
Autres produits de l'activité		5 491	9 583
Variation des stocks de produits finis et d'encours		9 918	-9 346
Achats consommés		-903 152	-720 190
Charges de personnel	4.8.1	-195 163	-171 570
Charges externes		-114 707	-100 626
Impôts et taxes		-7 289	-7 421

Amortissements et dépréciations	4.6	-12 087	-11 926
Résultat opérationnel courant		100 141	64 145
Autres produits opérationnels	4.7		
Autres charges opérationnelles	4.7	-832	-1 252
Résultat opérationnel		99 308	62 893
Coût de l'endettement financier net		-1 648	-2 025
Autres produits et charges financiers		-1 706	-1 593
Résultat financier	7.2	-3 353	-3 618
Charge d'impôt	8.1	-11 885	-3 989
Quote-part du résultat net des entreprises associées		5 587	4 193
Résultat net		89 658	59 480
Part du groupe		89 791	59 566
Intérêts ne donnant pas le contrôle		-133	-86
Résultat de base par action	9.2	4,68	3,10
Résultat dilué par action	9.2	4,68	3,10

II. — Etat du résultat global consolidé.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Ecart actuariels nets d'impôts	-128	-899
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-128	-899
Couvertures de flux de trésorerie nettes d'impôts	219	41
Ecart de conversion	-7 269	783
Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-7 049	824
Total des éléments du résultat global	-7 178	-75
Résultat net	89 658	59 480
Total des produits et charges comptabilisés sur la période	82 480	59 405
Dont part du groupe	82 613	59 494
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	-133	-89

III. — Bilan consolidé.

(En milliers d'Euros.)

Actif	Note	31/08/2016	31/08/2015*
Immobilisations incorporelles	5.1.2	19 101	18 730
Ecart d'acquisition	5.1.1.1	73 444	73 989
Immobilisations corporelles	5.2	136 279	119 245
Participations dans les entreprises associées	2.3	26 704	23 556
Autres actifs financiers	7.1.1	5 674	6 190
Actifs d'impôts différés	8.2	37 340	23 400
Autres actifs non courants	4.2	95	120
Total Actifs non courants		298 637	265 230
Stocks et en-cours	4.3	239 870	210 443
Clients et autres débiteurs	4.2	120 821	111 726
Créances d'impôt		5 645	5 770
Autres actifs courants	4.5	88 323	55 020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.1	90 243	72 251
Total Actifs courants		544 901	455 210
Total actif		843 538	720 440

Passif	Note	31/08/2016	31/08/2015*
Capital et primes		86 494	86 494
Réserves et résultats consolidés		403 211	334 685

Total Capitaux propres, part du groupe		489 705	421 179
Intérêts ne donnant pas le contrôle		280	237
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	9.1	489 985	421 416
Passifs financiers non courants	7.1.2	20 515	21 523
Provisions à long terme	6.2	19 573	18 964
Passifs d'impôts différés	8.2	7 021	6 704
Autres passifs non courants	4.5	657	708
Total Passifs non courants		47 766	47 899
Passifs financiers courants	7.1.2	11 545	12 490
Provisions courantes	6.2	10 978	10 221
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	213 781	170 634
Dettes d'impôt		12 671	7 423
Autres passifs courants	4.5	56 812	50 357
Total Passifs courants		305 787	251 125
Total passif		843 538	720 440

(*) Comptes retraités : Cf. note 5.1.1.2

IV. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

(En milliers d'Euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 31 août 2014	82 310	4 184	-911	285 066	370 649	227	370 876
Opérations sur capital							
Opérations sur actions propres (1)			-3 079		-3 079		-3 079
Dividendes versés				-5 772	-5 772		-5 772
Produits et charges directement en capitaux propres				-72	-72	-3	-75
Résultat de la période				59 566	59 566	-86	59 480
Variations de périmètre						-15	-15
Autres mouvements				-113	-113	113	
Capitaux propres au 31 août 2015	82 310	4 184	-3 990	338 675	421 179	237	421 416
Opérations sur capital							
Opérations sur actions propres (1)			-469		-469		-469
Dividendes versés				-13 407	-13 407		-13 407
Produits et charges directement en capitaux propres				-7 179	-7 179	-2	-7 178
Résultat de la période				89 791	89 791	-133	89 658
Variations de périmètre						-34	-34
Autres mouvements				-209	-209	209	
Capitaux propres au 31 août 2016	82 310	4 184	-4 459	407 670	489 705	280	489 985

(1) Achat de 13 197 actions sur l'exercice 2015/2016 (135 773 actions sur l'exercice 2014/2015)

V. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En milliers d'Euros)	Note	31/08/2016	31/08/2015
Résultat net		89 791	59 566
Part des minoritaires dans le résultat		-133	-86
Elimination du résultat net des entreprises associées		-5 587	-4 092
Elimination de la charge (produit) d'impôt	8.1	11 885	3 989
Elimination des amortissements et provisions		15 420	14 795
Elimination des résultats de cessions d'actifs		668	242
Elimination des charges (produits) d'intérêt nettes		1 647	2 016
Marge brute d'autofinancement		113 691	76 430
Variation du besoin en fonds de roulement	(a)	-26 750	-1 818
Impôts encaissés (payés)		-19 819	-9 489
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		67 122	65 123
Incidence des variations de périmètre	(b)	25	221
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-1 835	-765
Acquisition d'immobilisations corporelles		-26 754	-14 940

Acquisition d'actifs financiers		-48	
Prêts et avances consentis		-967	-657
Cession d'immobilisations incorporelles		5	
Cession d'immobilisations corporelles		988	505
Cession d'actifs financiers			25
Remboursements reçus sur prêts		1 109	1 682
Dividendes reçus		1 206	788
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		-26 271	-13 141
Cession (acquisition) nette d'actions propres		-469	-3 101
Emission d'emprunts		6 518	1 403
Remboursement d'emprunts		-10 586	-10 431
Intérêts versés		-1 987	-2 364
Intérêts encaissés		341	344
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-13 407	-5 772
Rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		54	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		-19 536	-19 921
Incidence de la variation des taux de change		-2 691	353
Variation de la trésorerie		18 624	32 414
Trésorerie d'ouverture		70 643	38 229
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.1	72 251	41 029
Concours bancaires courants	7.1.2	-1 608	-2 800
Trésorerie de clôture		89 267	70 643
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.1	90 243	72 251
Concours bancaires courants	7.1.2	-976	-1 608

(a) Variation du besoin en fonds de roulement :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Stocks	-31 578	3 995
Fournisseurs	43 619	15 419
Clients	-9 096	-10 601
Autres	-29 695	-10 631
Incidence de la variation du BFR	-26 750	-1 818

b) Incidence des variations de périmètre :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Trésorerie des sociétés acquises		3 221
Coût d'acquisition	25	-3 000
Incidence des variations de périmètre	25	221
Montant des autres actifs et passifs acquis de la filiale acquise :		
Immobilisations		3 920
BFR		-4 085
Provisions		760

VI. — Annexe aux comptes consolidés.

Présentation de l'émetteur.

Trigano est une société anonyme au capital de 82 310 250 € dont le siège social est sis au 100, rue Petit - Paris 19ème France – immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 722 049 459. Les titres de la société sont cotés sur Euronext Paris, compartiment B. Trigano est la société mère d'un groupe européen spécialisé dans la conception, la production et la commercialisation de véhicules de loisirs et de remorques (ci-après «Trigano» ou «le groupe»).

Les états financiers consolidés de Trigano ont été arrêtés par le Directoire en date du 15 novembre 2016 et examinés par le Conseil de Surveillance en date du 21 novembre 2016. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale du 9 janvier 2017.

1. – Principes comptables.

1.1. Référentiel. — En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers consolidés au 31 août 2016 de Trigano sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union européenne au 31 août 2016.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (1), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Nouvelles normes et interprétations applicables à l'exercice clos le 31 août 2016. — Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont appliquées pour la première fois sur l'exercice :

- Amendement à l'IAS 19 - «Avantages du personnel» ;
- Amélioration des normes IFRS (cycles 2010-2012 et 2011-2013).

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidences significatives sur les résultats et la situation financière du groupe.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés.

1.2. Bases de préparation. — Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, monnaie fonctionnelle et de présentation du groupe.

Estimations et jugements. — Pour établir ses comptes, Trigano procède à des jugements et des estimations, et fait des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Trigano revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment :

- la dépréciation des créances douteuses et des stocks (cf. 4.2 et 4.3) ;
- les provisions (cf. 6.1 et 6.2) ;
- les dépréciations des actifs non courants (dont les écarts d'acquisition) (cf. 5.4) ;
- les impôts différés (cf. 8.2) ;
- les actifs et passifs financiers (cf. 7.1.1 et 7.1.2).

(1) <http://ec.europa.eu/internal-market/accounting/ias-fr.htm>

2. – Règles de consolidation et périmètre.

2.1. Règles de consolidation. — Les états financiers consolidés regroupent par intégration globale les comptes des sociétés dont le groupe détient le contrôle directement ou indirectement. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence.

Regroupement d'entreprises. — La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles ».

Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

Pour chaque prise de contrôle impliquant une prise de participation inférieure à 100%, la fraction d'intérêt non acquise (participations ne donnant pas le contrôle) est évaluée :

- soit à sa juste valeur : dans ce cas, un goodwill est comptabilisé pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle (goodwill complet) ;
- soit à sa quote-part d'actif net identifiable de l'identité acquise : dans ce cas, seul un goodwill au titre de la part acquise est comptabilisé (méthode du goodwill partiel).

L'option choisie pour une transaction ne préjuge pas du choix susceptible d'être fait pour les transactions ultérieures.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat.

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à un ajustement, à condition que celui-ci trouve son origine dans des faits et circonstances antérieurs à la date d'acquisition et nouvellement portés à la connaissance de l'acquéreur. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise), l'écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ; l'acquisition ultérieure d'intérêts ne donnant pas le contrôle ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existants lors de l'acquisition ; à défaut, et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Transactions éliminées dans les états financiers. — Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêts du groupe dans l'entité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les produits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives de pertes de valeur.

Date de clôture. — A l'exception de Loisirs Finance, dont la date de clôture est fixée pour des raisons règlementaires au 31 décembre, les sociétés du périmètre consolidé clôturent leurs comptes au 31 août.

Conversion des états financiers des filiales et des transactions libellés en devises. — Les états financiers des sociétés du groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

— les actifs et passifs, y compris l'écart d'acquisition et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de fin de période ;

— les produits et charges sont convertis en euros au cours de change moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives des cours ;

— les écarts de conversion résultant de la conversion des états financiers libellés en devises étrangères sont comptabilisés directement dans les capitaux propres.

Les transactions en devises sont converties en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat en produit ou en perte de change. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours en vigueur à la date de la transaction.

Les taux de conversion des devises employées sur les exercices 2015 et 2016 sont les suivants :

	31/08/2016	31/08/2015
Livre sterling		
Cours de clôture	0,8481	0,7275
Cours moyen	0,7671	0,7464
Zloty polonais		
Cours de clôture	4,3533	4,2289
Cours moyen	4,3330	4,1517
Dinar tunisien		
Cours de clôture	2,4659	2,1928
Cours moyen	2,3000	2,2009
Couronne norvégienne		
Cours de clôture	9,2765	9,3585
Cours moyen	9,3645	8,6334

2.2. Périmètre de consolidation :

2.2.1 Liste des sociétés consolidées :

Sociétés	Pays	% D'intérêt	
		31/08/2016	31/08/2015
Sociétés consolidées par intégration globale :			
TRIGANO	France	société mère	société mère
ARCA CAMPER	Italie	100,00	100,00
ARTS ET BOIS	France	100,00	100,00
ATELIER TRIGANO	France	100,00	100,00
AUTO TRAIL VR	Royaume-Uni	100,00	100,00
AUTOSTAR	France	97,33	97,33
BENIMAR-OCARSA	Espagne	100,00	100,00
BRUAND DEVELOPPEMENT	France	75,00	70,00
CAMPING-CARS CHAUSSON	France	100,00	100,00
CAMPING-PROFI	Allemagne	100,00	100,00
CARAVANES LA MANCELLE	France	100,00	100,00
CLAIRVAL	France	100,00	100,00
CMC DISTRIBUTION FRANCE	France	100,00	100,00
CMC FRANCE	France	100,00	100,00
CVC	Italie	100,00	100,00
DELWYN ENTERPRISES	Royaume-Uni	100,00	100,00

DEUTSCHE REISEMOBIL VERMIETUNGS	Allemagne	100,00	100,00
E.T. RIDDIOUGH (SALES)	Royaume-Uni	99,00	99,00
ECIM	France	100,00	100,00
EURA MOBIL	Allemagne	100,00	100,00
EURA MOBIL SERVICE	Allemagne	100,00	100,00
EURO ACCESSOIRES	France	100,00	100,00
EUROPEAN MOTORHOMES	Allemagne	100,00	100,00
EUROP'HOLIDAYS	France	100,00	100,00
GAUPEN-HENGER	Norvège	100,00	100,00
GAUPEN-HENGER EIENDOM	Norvège	100,00	100,00
GROVE PRODUCTS (CARAVAN ACCESSORIES)	Royaume-Uni	100,00	100,00
HTD PARTICIPATIONS	France	100,00	100,00
KARMANN-MOBIL VERTRIEBS	Allemagne	100,00	100,00
LIDER	France	100,00	100,00
LUANO CAMP	Italie	100,00	100,00
MAITRE EQUIPEMENT	France	100,00	100,00
MECADIS	France	100,00	100,00
MECANOREM	France	100,00	100,00
MEDITERRANEO VDL	Espagne	99,00	99,00
MISTERCAMP	France	100,00	100,00
NOTIN	France	75,00	70,00
OCS RECREATIE GROOTHANDEL	Pays-Bas	100,00	100,00
OUEST VDL	France	100,00	100,00
PERIGORD VDL	France	100,00	100,00
PLSA	France	100,00	100,00
POLYTEX	Tunisie	99,94	99,94
RESIDENCES TRIGANO	France	100,00	100,00
RIVIERA FRANCE	France	100,00	100,00

Sociétés	Pays	% D'intérêt	
		31/08/2016	31/08/2015
RULQUIN	France	100,00	100,00
S.C.I. CMC	France	100,00	100,00
S.C.I. DE L'AMIRAL LEBRETON	France	96,50	96,50
S.C.I. DU COLONEL PETIT	France	85,00	85,00
S.C.I. DU HAUT ECLAIR	France	100,00	100,00
S.C.I. DU PRESIDENT ARNAUD	France	90,00	90,00
S.C.I. DU PROFESSEUR PARMENTIER	France	90,00	90,00
S.C.I. DUCHESSE DE MIRABEL	France	95,00	95,00
SEA ESPANA	Espagne	100,00	100,00
SEA	Italie	100,00	100,00
SORELPOL	Pologne	100,00	100,00
TECHWOOD	France	99,90	99,90
TRIGANO BV	Pays-Bas	100,00	100,00
TRIGANO DEUTSCHLAND GMBH ET CO KG	Allemagne	100,00	100,00
TRIGANO DEUTSCHLAND VERWALTUNGS	Allemagne	100,00	100,00
TRIGANO GMBH	Allemagne	100,00	100,00
TRIGANO JARDIN	France	100,00	100,00
TRIGANO MDC	France	100,00	100,00
TRIGANO REMORQUES	France	100,00	100,00
TRIGANO SPA	Italie	100,00	100,00
TRIGANO SERVICE	France	100,00	100,00
TRIGANO VAN	Italie	100,00	100,00
TRIGANO VDL	France	100,00	100,00

TROIS SOLEILS	France	100,00	100,00
Sociétés consolidées par mise en équivalence :			
LOISIRS FINANCE (1)	France	49,00	49,00
A.S.I. LTD (2)	Royaume-Uni	49,99	49,99
Sociétés sorties du périmètre en 2016 :			
PANELS (3)	Italie		90,00
Sociétés entrées dans le périmètre en 2016 :			
LE HALL DU CAMPING-CAR	France	75,00	

(1) *Loisirs Finance est détenue à hauteur de 51% par la société BNP PARIBAS Personal Finance, qui en détient le contrôle au regard d'IFRS 10. Par voie de conséquence, Trigano n'ayant qu'une influence notable, la société est mise en équivalence dans les comptes de Trigano.*

(2) *A.S. Investments Ltd est détenue à hauteur de 50,01% par son management, qui en détient le contrôle au regard d'IFRS 10. Par voie de conséquence, Trigano n'ayant qu'une influence notable, la société est mise en équivalence dans les comptes de Trigano.*

(3) *Société fusionnée dans SEA.*

2.2.1. Liste des sociétés non consolidées :

Sociétés	Pays	% D'intérêt	
		31/08/2016	31/08/2015
TRIGANO PRIKOLICE (1)	Serbie	100,00	
LUANO VAN (1)	Italie	100,00	
UFAC	France	34,00	34,00
Immobiliara Toscana Aragonese	Espagne	50,00	50,00
(1) Sociétés créées au cours de l'exercice 2015/2016 ; sans activité au 31/08/2016			

2.3. Participations dans les entreprises associées et co-entreprises. — Les principes et méthodes comptables des entités concernées sont conformes aux IFRS et homogènes avec ceux du groupe.

Loisirs Finance est un établissement financier dont l'activité est le crédit aux particuliers sur le lieu de vente pour l'acquisition de camping-cars et de caravanes. La société finance également des flottes de mobil-homes acquises par des professionnels de l'hôtellerie de plein air et des stocks de camping-cars et de caravanes d'exposition des distributeurs de véhicules de loisirs.

Informations financières résumées - Loisirs Finance :

(En milliers d'Euros et pour la totalité de l'entité)	31/08/2016	31/08/2015
Produit net bancaire	9 615	10 345
Résultat net	3 350	3 171
Capitaux propres	37 043	33 693
Total bilan	716 686	545 994

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
% D'intérêts détenus	49,00%	49,00%
Quote-part d'actif net détenue	18 151	16 509
Valeur des titres mis en équivalence	18 151	16 509

A.S.I. Ltd est un constructeur et distributeur de véhicules de loisirs au Royaume-Uni.

Informations financières résumées - A.S.I. Ltd :

(En milliers de GBP et pour la totalité de l'entité)	31/08/2016	31/08/2015
Chiffre d'affaires	121 862	107 421
Résultat net	6 110	3 921
Capitaux propres	18 220	13 910

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
% D'intérêts détenus	49,99%	49,99%
Quote-part d'actif net détenue	10 740	9 558
Ajustements	-2 187	-2 511
Valeur des titres mis en équivalence	8 553	7 047

L'évolution du poste «participations dans les entreprises associées et co-entreprises» s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	Loisirs finance	A.S.I. Ltd	Total
31/08/2014	14 942	4 893	19 835
Quote-part de résultat de l'exercice	1 567	2 626	4 193
Dividendes		-788	-788
Ecart de conversion		416	416
Retraitements		-100	-100
31/08/2015	16 509	7 047	23 556
Quote-part de résultat de l'exercice	1 642	3 982	5 624
Dividendes		-1 206	-1 206
Ecart de conversion		-1 234	-1 234
Retraitements		-36	-36
31/08/2016	18 151	8 553	26 704

2.4. Informations sur les transactions avec les parties liées :

2.4.1. Transactions avec certains actionnaires. — De même qu'au 31/08/2015, M. François Feuillet et Mme Marie-Hélène Feuillet détiennent 57,8 % des titres de la société au 31/08/2016. Ils n'ont réalisé aucune opération avec Trigano en dehors de celles liées aux fonctions de direction qu'ils exercent dans le groupe.

2.4.2. Rémunérations des membres du Conseil d'Administration :

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Salaires	1 014	937
Charges sociales	484	448
Jetons de présence	500	443
Paievements en actions		
Autres avantages	15	15
Total	2 013	1 843

2.4.3. Transactions avec les filiales. — Trigano réalise à titre onéreux pour le compte de ses filiales les prestations suivantes :

— Mise en place d'avances financières et de prêts ;

— Location d'immeubles ;

— Prestations de services administratifs et informatiques ;

— Mise à disposition de marques commerciales ;

— Négociation centralisée de certains achats.

La facturation de ces prestations est effectuée à des conditions normales. La totalité des flux correspondants est éliminée en consolidation. Par ailleurs, compte tenu du fort pourcentage de détention par Trigano des titres de ses filiales, l'impact de ces opérations sur la répartition des résultats entre le groupe et les minoritaires est négligeable.

2.4.4. Transactions avec les entreprises associées.

— Loisirs Finance : Sur l'exercice 2015/2016, Trigano a cédé à cette filiale des créances pour un montant total de 191,4 M€ (154,7 M€ au 31/08/2015). Au 31/08/2016, l'encours de créances cédées est de 66,4 M€ (44,2 M€ au 31/08/2015).

— A.S.I. Ltd. : Le groupe a fourni à cette société des véhicules et des composants pour un montant total de 14,5 M€ en 2016 (8,4 M€ en 2015).

3. – Information sectorielle.

L'information sectorielle reflète la vue du principal décideur opérationnel (Direction Générale de Trigano) et est établie sur la base du reporting interne. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le groupe.

Les secteurs opérationnels du groupe sont « Véhicules de loisirs » et « Equipement des loisirs ».

La Direction Générale de Trigano évalue la performance des secteurs « Véhicules de loisirs » et « Equipement des loisirs » sur la base du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel. Les actifs et passifs ne faisant pas l'objet d'une information spécifique auprès de la Direction Générale, ils ne sont pas présentés dans le cadre de l'information sectorielle.

(En milliers d'Euros)	2016		
	Véhicules de loisirs	Equipement des loisirs	Total consolidé
Chiffre d'affaires (1)	1 151 360	165 770	1 317 130
Résultat opérationnel courant sectoriel	86 883	13 258	100 141
% Du chiffre d'affaires	7,5%	8,0%	7,6%

Résultat opérationnel sectoriel	86 048	13 260	99 308
Quote-part de résultat des entreprises associées	5 587		5 587
<i>(1) Dont 554 967 milliers d'euros réalisés en France</i>			

(En milliers d'Euros)	2015		
	Véhicules de loisirs	Equipement des loisirs	Total consolidé
Chiffre d'affaires (1)	914 220	161 420	1 075 640
Résultat opérationnel courant sectoriel	52 279	11 866	64 145
% Du chiffre d'affaires	5,7%	7,3%	6,0%
Résultat opérationnel sectoriel	51 155	11 738	62 893
Quote-part de résultat des entreprises associées	4 193		4 193
<i>(1) Dont 478 493 milliers d'euros réalisés en France</i>			

4. – Données opérationnelles.

4.1. Chiffre d'affaires et enregistrement des marges. — Le chiffre d'affaires et la marge correspondante sont reconnus lors du transfert des risques et avantages des biens vendus ou des services rendus. Pour les ventes de véhicules de loisirs, ce transfert intervient généralement lors de la mise à disposition des véhicules sur les parcs usines. Les ventes sont comptabilisées pour leur montant net de remises éventuelles, de participations publicitaires et d'escompte pour paiement anticipé.

4.2. Prêts et créances clients. — Il s'agit des actifs financiers, émis ou acquis par Trigano qui sont la contrepartie d'une remise directe de trésorerie, de biens ou de services à un débiteur. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme de montants significatifs non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont actualisés. Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les créances clients sont maintenues à l'actif du bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés n'est pas transféré à un tiers.

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale. Les créances cédées avec recours dans le cadre de programmes de financement des stocks des distributeurs de véhicules de loisirs ainsi que les effets escomptés non échus sont réintégrés à l'actif dans le poste « clients et autres débiteurs » et au passif dans le poste « passifs financiers courants » lorsque les critères de déconsolidation ne sont pas remplis.

Une provision pour dépréciation individualisée est comptabilisée lorsque des événements font douter du recouvrement d'une créance (mise en redressement ou liquidation judiciaire, impayés nombreux...). Cette provision tient compte, le cas échéant, des garanties obtenues.

Un actif financier est décomptabilisé dans les deux cas suivants :

— les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif ont expiré ;

— les droits contractuels ont été transférés à un tiers et ce transfert répond à certaines conditions :

– si Trigano a transféré la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif est décomptabilisé pour sa totalité ;

– si Trigano a conservé la quasi-totalité des risques et avantages, l'actif reste comptabilisé au bilan pour sa totalité.

Les créances clients courantes et autres débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Avances et acomptes versés	2 544	1 666
Clients - part < 1 an	130 255	125 293
Montant brut	132 799	126 960
Dépréciation	-11 978	-15 233
Montant net	120 821	111 726

Les autres actifs non courants comprennent principalement les créances clients non courantes et se décomposent de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Clients et comptes rattachés - part > 1 an	540	553
Autres créances - part > 1 an	4	4
Montant brut	544	557
Dépréciation	-449	-437
Montant net	95	120

Les créances clients prises dans leur ensemble s'analysent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Clients - part > 1 an	540	553
Clients - part < 1 an	130 255	125 293

Montant brut	130 795	125 846
Dépréciation - part > 1 an	-449	-437
Dépréciation - part < 1 an	-11 978	-15 233
Dépréciation	-12 427	-15 671
Montant net	118 368	110 175

L'antériorité des créances clients à la date de clôture s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Créances échues non dépréciées	24 930	24 781
Entre 0 et 30 jours	11 350	8 706
Entre 31 et 90 jours	6 723	7 121
Entre 91 et 180 jours	3 633	4 331
Plus de 180 jours	3 224	4 622
Créances non échues et non dépréciées	90 254	83 430
Créances dépréciées	15 611	17 635
Total des créances clients en valeur brute	130 795	125 846

L'évolution de la dépréciation des créances clients s'analyse ainsi :

(En milliers d'Euros)	
Dépréciation clients au 31/08/14	-28 168
Dotations	-1 423
Reprises pour utilisations (1)	13 651
Reprises de reliquats non consommés	270
Dépréciation clients au 31/08/15	-15 671
Dotations	-922
Reprises pour utilisations	4 006
Reprises de reliquats non consommés	159
Dépréciation clients au 31/08/16	-12 427
<i>(1) Dont 10 400 k€ correspondant au passage en perte de créances anciennes entièrement dépréciées, reprises à l'occasion de l'acquisition de SEA.</i>	

4.3. Stocks et en-cours. — Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient, selon la méthode du FIFO - premier entré, premier sorti, ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût de revient s'entend net de remises éventuelles et d'escompte pour paiement anticipé. La quote-part de charges liée à la sous-activité est exclue de la valeur des stocks. Les véhicules destinés à la location sont enregistrés en stock si leur durée d'utilisation prévisionnelle pour cette activité est inférieure à un an. Dans le cas contraire, ils sont enregistrés en immobilisations corporelles.

Les matières premières et composants inactifs sont dépréciés en fonction de leur degré de vétusté et de leur possibilité de revente ou de réutilisation dans les fabrications futures. Les produits finis, marchandises et pièces détachées font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur réalisable est inférieure à leur coût de revient.

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Matières premières	98 819	85 126
En-cours	17 606	16 222
Marchandises	46 533	40 010
Produits finis	88 351	80 942
Montant brut	251 309	222 301
Dépréciation	-11 439	-11 858
Montant net	239 870	210 443

4.4. Fournisseurs et autres créiteurs :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Dettes fournisseurs	210 239	169 714
Dettes sur acquisitions	3 542	920
Total	213 781	170 634

4.5. Autres actifs et autres passifs courants et non courants :

— Autres actifs courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Personnel	391	350
Etat, autres collectivités territoriales et organismes sociaux	19 664	12 865
Charges constatées d'avance	7 210	6 240
Autres actifs	61 135	35 639
Montant brut	88 399	55 094
Dépréciation	-76	-74
Montant net	88 323	55 020

— Autres passifs courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Avances et acomptes reçus	2 079	1 928
Dettes sociales	30 996	27 621
Dettes fiscales	10 841	9 245
Autres passifs	12 896	11 562
Total	56 812	50 357

— Autres passifs non courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Produits constatés d'avance - part > 1 an	655	706
Autres	2	2
Total	657	708

4.6. Amortissements et dépréciations :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	-13 629	-13 059
Reprises sur amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	12	
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles en location financement	-622	-634
Dotations aux amortissements	-14 239	-13 693
Dotations aux dépréciations sur actifs circulants	-9 043	-10 222
Reprises de dépréciations sur actifs circulants	12 579	13 322
Dotations aux provisions pour risques et charges	-12 656	-11 944
Reprises de provisions pour risques et charges	11 272	10 611
Dotations aux provisions nettes des reprises	2 152	1 767
Total	-12 087	-11 926

4.7. Autres produits et charges opérationnels. — Cette rubrique enregistre les effets des événements intervenus pendant la période comptable, qui sont de nature à fausser la lecture de la performance de l'activité récurrente de l'entreprise.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Résultat de cessions d'actifs		
Autres		
Autres produits opérationnels		
Impact des restructurations	-349	-481
Frais d'acquisition des titres		-180
Coûts des sinistres (franchises)		-349
Résultat de cessions d'actifs	-483	-242
Autres charges opérationnelles	-832	-1 252
Total	-832	-1 252

4.8. Données liées au personnel :

4.8.1. Charges de personnel :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Salaires et traitements	-128 018	-116 159
Charges sociales	-40 097	-35 893
Personnel extérieur	-22 401	-16 253
Autres avantages	-4 646	-2 994
Total	-195 163	-171 570

4.8.2. Effectifs :

Effectif moyen du Groupe	31/08/2016	31/08/2015
Dirigeants	77	79
Cadres	340	310
Employés	1 141	1 070
Ouvriers	3 475	3 045
Total	5 033	4 504

4.8.3. Avantages au personnel. — Le groupe participe dans les pays où il est implanté aux régimes légaux accordant des avantages aux salariés. Il s'agit principalement des indemnités dues aux membres du personnel en cas de départ à la retraite (France notamment) ou quelle qu'en soit la cause (TFR en Italie). En application de la norme IAS 19, ces engagements envers le personnel sont enregistrés au passif du bilan dans les postes de provisions. Ils sont évalués sur la base de calculs actuariels intégrant des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et d'inflation. Le groupe revoit périodiquement l'évaluation de ses engagements de retraite. Les effets des changements d'hypothèses actuarielles et des différences entre les hypothèses utilisées et les données réelles constatées sont évalués.

Le groupe reconnaît en autres éléments du résultat global la totalité des gains et pertes actuariels.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des provisions de départ à la retraite en France sont les suivantes :

- Taux de rotation du personnel : selon l'historique de l'entité ;
- Table de mortalité : table statistique communément admise ;
- Taux attendu d'augmentation de salaires : selon statistiques de l'entité ;
- Taux d'actualisation : taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (0,80 % au 31/08/2016 ; 0,96 % au 31/08/2015) ;
- Age de départ à la retraite : 65 ans, à l'initiative du salarié.

Pour ces provisions, une variation de +/- 25 points de base sur le taux d'actualisation aurait pour impact une variation de l'engagement de respectivement - 3,3 % et + 3,5 %.

Les provisions pour indemnités de fin de contrat sont présentées dans la note 6.2.

4.8.4. Paiement en actions. — Il n'existe aucun plan d'options de souscription d'actions en cours de validité.

5. – Immobilisations.

5.1. Immobilisations incorporelles :

5.1.1. Ecart d'acquisition. — Les écarts d'acquisition affectés aux groupes d'unités génératrices de trésorerie VDL et Remorques ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment en cas d'indices de pertes de valeur. Les modalités des tests de dépréciation retenues par le groupe sont décrites au paragraphe 5.4 «Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé».

5.1.1.1. Répartition par activité :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016			31/08/2015		
	Brut	Dép.	Net	Brut	Dép.	Net
Véhicules de loisirs	59 719	-4 132	55 587	60 297	-4 132	56 165
Equipement des loisirs	17 858		17 858	17 824		17 824
Total	77 577	-4 132	73 444	78 121	-4 132	73 989

5.1.1.2. Variation de la valeur nette comptable :

(En milliers d'Euros)	
Au 31/08/2014, valeur nette cumulée	63 868
Ecarts d'acquisition constatés dans l'exercice (1)	10 326
Pertes de valeur de l'exercice	
Effet des variations de change	-205
Au 31/08/2015, valeur nette cumulée	73 989

Ecarts d'acquisition constatés dans l'exercice	14
Pertes de valeur de l'exercice	
Effet des variations de change	-559
Au 31/08/2016, valeur nette cumulée	73 444
<i>(1) Trigano a déterminé au 31/08/2016 l'écart d'acquisition définitif de la société Luano Camp, acquise le 26 mars 2015, à 10,3 M€ après un ajustement à la hausse de 1,5 M€ de la dette différée due aux cédants.</i>	

5.1.2. Autres immobilisations incorporelles. — Les actifs incorporels acquis séparément par Trigano sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et ceux acquis par voie de regroupement d'entreprises à leur juste valeur. Ils sont principalement constitués de logiciels acquis, de coûts de développement des logiciels utilisés en interne, de procédés, marques et brevets. Les autres immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Les coûts de développement sont capitalisés dès lors que la faisabilité technique, les perspectives de vente et la fiabilité de l'évaluation sont assurées. Ils sont amortis sur 5 ans.

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016			31/08/2015		
	Brut	Amort. ou Provisions	Net	Brut	Amort. ou Provisions	Net
Concessions brevets, marques et droits similaires	23 283	-7 754	15 529	23 024	-7 142	15 882
Frais de recherche et développement	1 201	-891	310	1 109	-744	365
Autres immobilisations incorporelles	8 305	-5 042	3 263	6 962	-4 480	2 483
Total	32 789	-13 688	19 101	31 096	-12 366	18 730

Les variations des immobilisations incorporelles sur les exercices 2015 et 2016 sont analysées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Brut	Amortissements	Net
Au 31/08/2014	27 316	-10 943	16 373
Variations du périmètre	3 167		
Acquisitions de l'exercice	765		
Sorties de l'exercice	-152	150	
Ecarts de conversion			
Dotations de l'exercice		-1 573	
Au 31/08/2015	31 096	-12 366	18 730
Variations du périmètre			
Acquisitions de l'exercice	1 835		
Sorties de l'exercice	-153	153	
Ecarts de conversion	12	28	
Dotations de l'exercice		-1 504	
Au 31/08/2016	32 789	-13 688	19 101

5.1.2. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production et celles acquises par voie de regroupements d'entreprises à leur juste valeur.

Les frais d'acquisition d'immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations pour leur montant avant impôt.

Les composants d'une immobilisation sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilisation sont significativement différentes. Les terrains ne sont pas amortis.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée du bien en tenant compte de sa valeur résiduelle. Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Aménagements des terrains	10 à 20 ans
Constructions gros œuvre	30 à 50 ans
Constructions agencements	15 à 20 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	5 à 30 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	4 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016			31/08/2015		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	23 019	-1 998	21 022	21 378	-3 160	18 217
Constructions	116 022	-52 676	63 346	110 270	-48 320	61 950
Installations techniques, matériels et outillages industriels	108 795	-80 266	28 528	102 558	-76 295	26 263
Autres immobilisations corporelles	42 755	-30 951	11 804	41 127	-29 798	11 329
Immobilisations en cours	11 580		11 580	1 485		1 485
Total	302 170	-165 891	136 279	276 818	-157 573	119 245

Les variations des immobilisations corporelles sur les exercices 2015 et 2016 sont analysées ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	Brut	Amortissements	Net
Au 31/08/2014	263 180	-147 346	115 835
Variation du périmètre	752		
Acquisitions de l'exercice (1)	15 347		
Sorties de l'exercice	-4 429	3 683	
Ecart de conversion	-43	-285	
Dotations de l'exercice		-12 120	
Autres mouvements	2 010	-1 505	
Au 31/08/2015	276 818	-157 573	119 245
Variation du périmètre			
Acquisitions de l'exercice (1)	32 038		
Sorties de l'exercice	-4 776	3 262	
Ecart de conversion	-1 909	1 155	
Dotations de l'exercice		-12 736	
Au 31/08/2016	302 170	-165 891	136 279

(1) Dont location financement : 2 662 k€ en 2015/2016; 0 en 2014/2015

5.3. Contrats de location. — Les biens financés dans le cadre de contrats de location-financement sont inscrits, dès le commencement du contrat, en immobilisations corporelles, au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux à venir au titre de la location. Les contrats de location sont traités comme des contrats de location financement dès lors qu'ils transfèrent au preneur la majeure partie des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués, que la propriété des biens soit ou non transférée en fin de contrat.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges jusqu'à l'échéance du contrat. Le montant des contrats de location capitalisés en immobilisations corporelles se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016			31/08/2015		
	Brut	Amortissements	Net	Brut	Amortissements	Net
Terrains et agencements	2 198		2 198	1 670		1 670
Constructions	25 041	-12 245	12 796	22 907	-11 623	11 284
Installations techniques, matériels et outillages industriels	1 346	-1 346		1 346	-1 346	
Autres immobilisations corporelles	1 246	-1 035	211	1 246	-1 035	211
Total	29 832	-14 627	15 205	27 170	-14 004	13 165

5.4. Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé :

5.4.1. Principes. — En dehors des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, affectés à chacune des UGT ou à chacun des groupes d'UGT qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur.

— Unités Génératrices de Trésorerie : Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) constituent des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Trigano a défini l'UGT comme étant la business unit, correspondant, généralement au sein du groupe, à une entité juridique.

— Test de dépréciation : Les tests de dépréciation consistent à s'assurer que la valeur nette comptable est au moins égale à la plus élevée de la juste valeur, diminuée des coûts de vente et de la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation continue d'un actif à laquelle s'ajoute une valeur terminale. La valeur d'utilité est déterminée à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur 5 ans maximum, les flux étant au-delà extrapolés par application d'un taux de croissance constant ou décroissant, et actualisés en retenant les taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini d'un flux annuel normatif basé sur le flux de trésorerie issu de la dernière année des prévisions.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en résultat opérationnel. Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes. Une perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise.

Pour les besoins de réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie selon la méthodologie décrite précédemment.

5.4.2. Tests de dépréciation au 31/08/2016. — Les tests de dépréciation ont été réalisés en date du 31 août 2016, pour chacun des groupes d'UGT concernés (VDL et Remorques). La valeur recouvrable des actifs non courants a été déterminée à partir de la valeur d'utilité calculée en utilisant les flux de trésorerie prévisionnels après impôt sur une période de cinq ans. Ces flux intègrent les dernières prévisions budgétaires des entités concernées, en particulier les évolutions de vente et de parts de marché par pays ainsi que les dernières prévisions d'évolution de prix de revient. Les prévisions budgétaires servant de base au plan d'affaires sont établies à partir des données historiques.

Les principales hypothèses retenues par Trigano sont :

— Taux de croissance à l'infini utilisé : 1,5 % (sans changement par rapport à 2015) ;

— Taux d'actualisation après impôt retenu : 6,8 % (7,1 % en 2015).

La valeur terminale est calculée à partir du dernier flux de trésorerie normalisé et du taux de croissance à l'infini. Ces tests ont permis de valider la valeur dans les comptes des actifs non courants. Une variation à la hausse de 1 % du taux d'actualisation, le décalage d'un an de la croissance des ventes, la variation à la baisse de 0,5 % de l'EBITDA du flux normatif ou la réduction du taux de croissance à l'infini à 1 % n'entraîneraient pas de nécessité de déprécier les actifs non courants de chacun de ces groupes d'UGT.

6. – Autres provisions et passifs éventuels.

6.1. Provision pour garantie. — La provision correspond au coût potentiel engendré par les garanties contractuelles données aux clients. Elle est établie en fonction des données statistiques recueillies par type de produits. Les périodes couvertes varient en fonction des conditions contractuelles et légales.

Les dépenses prises en compte correspondent aux coûts directs internes et externes calculés sur la base des derniers prix connus. Compte tenu de la faiblesse de l'impact sur les comptes, les flux futurs ne sont ni inflatés ni actualisés. Le montant des décaissements futurs est enregistré en fonction de l'échéance prévue en provisions à long terme ou en provisions courantes.

6.2. Autres provisions. — Une provision est comptabilisée lorsque l'extinction d'une obligation résultant d'un événement passé doit se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour un montant pouvant être estimé de manière fiable. Une provision pour restructuration n'est comptabilisée que dès lors qu'il y a une obligation implicite vis-à-vis de tiers, ayant pour origine une décision de la Direction matérialisée avant la date de clôture par l'existence d'un plan détaillé et formalisé et l'annonce de ce plan aux personnes concernées.

Les évolutions des provisions courantes et à long terme sur l'exercice 2015/2016 sont les suivantes :

— Provisions courantes :

(En milliers d'Euros)	31/08/2015	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassements	Ecarts de conversion	31/08/2016
Provisions pour garantie - part < 1 an	7 905	6 419	-4 953		177	-94	9 454
Provisions pour litiges et risques divers – part < 1 an	2 073	647	-1 424	-149	134		1 282
Provisions pour fin de contrat	243	17	-18				242
Total	10 221	7 083	-6 395	-149	311	-94	10 978

— Provisions à long terme :

(En milliers d'Euros)	31/08/2015	Dotations	Utilisations	Reprises	Reclassements	Ecarts actuariels	Ecarts de conversion	31/08/2016
Provisions pour garantie - part > 1 an	6 278	5 438	-4 379		-177		-114	7 046
Provisions pour litiges et risques divers	1 412	404	-489		-134			1 194
Provisions pour fin de contrat (1)	11 274	501	-632			192	-1	11 333
Total	18 964	6 344	-5 501		-311	192	-115	19 573

(1) dont effet d'actualisation : 69 k€ au 31/08/2016 ; 77 k€ au 31/08/2015.

Les provisions pour litiges et risques divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale, commerciale ou fiscale.

6.3. Passifs éventuels. — Aucune action nouvelle significative n'a été engagée à l'encontre de Trigano au cours de la période.

7. – Financements et instruments financiers.

7.1. Actifs et passifs financiers :

7.1.1. Actifs financiers. — Les actifs financiers sont composés des prêts et créances, des actifs disponibles à la vente et d'actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. Le groupe n'a pas d'actifs détenus jusqu'à l'échéance et dispose d'un montant non significatif d'actifs disponibles à la vente.

Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat représentent les actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme.

Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Les autres actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur du prix payé, augmentée des coûts d'acquisition. Les acquisitions et cessions d'actifs financiers sont enregistrées à leur date de règlement.

— Autres actifs financiers :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Prêts	4 989	9 009
Dépôts et cautionnements versés	915	789
Autres	352	532
Montant brut	6 156	10 330
Dépréciation	-311	-3 948
Actualisation	-171	-192
Montant net	5 674	6 190

— Trésorerie et équivalents de trésorerie : La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme facilement convertibles en un montant connu et présentant un risque négligeable de changement de valeur.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Equivalents de trésorerie		
Disponibilités	90 243	72 251
Total	90 243	72 251

7.1.2. Passifs financiers. — Les passifs financiers sont classés en deux catégories et comprennent :

— des passifs financiers au coût amorti ;

— des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat.

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti. — Les emprunts et autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement font partie du coût amorti des emprunts et dettes financières. Ils sont présentés en diminution ou en augmentation des emprunts, selon le cas, et ils sont amortis de manière actuarielle.

Passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat. — Ils représentent les passifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire les passifs qui répondent à une intention de réalisation à court terme. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées par le compte de résultat.

Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires (put). — Les «put» accordés aux actionnaires minoritaires font l'objet de la reconnaissance d'une dette financière à la juste valeur qui se substitue aux intérêts ne donnant pas le contrôle. La variation de juste valeur est reconnue comme une transaction entre actionnaires, c'est à dire en capitaux propres. Seul le coût financier (désactualisation) est reconnu en résultat financier.

Dérivés et comptabilité de couverture. — Tous les instruments dérivés figurent au bilan à leur juste valeur et toute variation de leur juste valeur est comptabilisée en résultat. Le groupe utilise la possibilité offerte par la norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

— en cas de couverture de juste valeur, la dette est comptabilisée pour sa juste valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de juste valeur est inscrite en résultat. Les variations de la juste valeur des dérivés sont également inscrites en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement ;

— en cas de couverture de flux de trésorerie futurs, la variation de la juste valeur du dérivé est inscrite nette d'impôt en capitaux propres pour la partie efficace et en résultat pour la partie inefficace.

La comptabilité de couverture s'applique si :

— la relation de couverture est clairement définie et documentée à sa date de mise en place ;

— l'efficacité de la couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure.

Lorsqu'un instrument financier dérivé n'a pas été (ou n'est plus) qualifié de couverture, ses variations de juste valeur successives sont comptabilisées directement en résultat de la période, au sein de la rubrique « Autres produits et charges financières ».

Le groupe a contracté en 2012 une couverture de taux d'intérêt afin d'échanger l'Euribor 3 mois contre un taux fixe de 0,63 % sur son crédit amortissable de 40 M€. A la clôture, le montant résiduel de ce crédit est de 10 M€. Trigano a appliqué la comptabilité de couverture de flux de trésorerie sur ce swap de taux.

Les passifs financiers se décomposent ainsi :

— Passifs financiers non courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016		31/08/2015	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
Emprunts et dettes assimilées à plus de cinq ans (1)	14 686	2 278	9 529	903
Emprunts et dettes assimilées de un à cinq ans (2)	1 921	1 605	10 346	719
Autres	25		27	
Total	16 632	3 883	19 902	1 622
Total passifs financiers non courants	20 515		21 523	

(1) Dont paiement différé actualisé sur acquisition : 14 686 K€ au 31/08/2016 ; 9 529 K€ au 31/08/2015

(2) dont paiement différé actualisé sur acquisition : 993 K€ au 31/08/2016 ; 0 K€ au 31/08/2015 dont put sur intérêts ne donnant pas le contrôle : 240 K€ au 31/08/2016 ; 294 K€ au 31/08/2015

— Passifs financiers courants :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016		31/08/2015	
	Dettes financières	Locations financement	Dettes financières	Locations financement
Emprunts à moins d'un an (1)	10 198	358	10 695	157
Concours bancaires courants	976		1 608	
Intérêts courus non échus	13		30	
Total	11 187	358	12 333	157
Total passifs financiers courants	11 545		12 490	

(1) dont paiement différé sur acquisition : 159 k€ au 31/08/2016 ; 0 k€ au 31/08/2015

7.1.3. Juste valeur des instruments financiers. — Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

— l'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1) ;

— l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables, directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2) ;

— au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers par catégorie :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016			Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	5 674	5 674		31	5 643		
Autres actifs long terme	95	95			95		
Clients et autres débiteurs	120 821	120 821			120 821		
Autres actifs courants (1)	88 323	88 323	3 494		84 829		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	90 243	90 243	90 243				
Total Actifs financiers	305 156	305 156	93 737	31	211 387		
Passifs financiers non courants	20 515	20 515	15 679			4 836	
Autres passifs non courants	657	657				657	
Passifs financiers courants (2)	11 545	11 545	159			11 386	
Fournisseurs et autres créditeurs	213 781	213 781				213 781	
Autres passifs courants (1)	56 812	56 812	216			56 382	76
Total Passifs financiers	303 310	303 310	16 054			287 042	76

(En milliers d'Euros)	31/08/2015			Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	6 190	6 190		31	6 158		
Autres actifs long terme	120	120			120		
Clients et autres débiteurs	111 726	111 726			111 726		
Autres actifs courants (1)	55 020	55 020	772		54 248		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	72 251	72 251	72 251				
Total Actifs financiers	245 307	245 307	73 023	31	172 252		
Passifs financiers non courants	21 523	21 523	9 529			11 994	
Autres passifs non courants	708	708				708	
Passifs financiers courants (2)	12 490	12 490				12 490	
Fournisseurs et autres créditeurs	170 634	170 634				170 634	

Autres passifs courants (1)	50 357	50 357	437		49 515	404
Total Passifs financiers	255 712	255 712	9 966		245 342	404

(1) Actifs financiers à la juste valeur par résultat : la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont mis à leur juste valeur sur la base des évaluations transmises par les banques ; les autres actifs et passifs courants sont constitués des achats et ventes à terme et du swap de taux décrits ci-après. De même qu'au 31/08/2015, ils sont de catégorie 3.

(2) Les dettes financières étant essentiellement à taux variables, la juste valeur est équivalente à la valeur inscrite au bilan.

7.2. Résultat financier. — Le résultat financier est composé du coût de l'endettement financier, des dividendes reçus des sociétés non consolidées, des variations de juste valeur des actifs financiers hors trésorerie et des dérivés non concernés par la comptabilité de couverture, des résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie, des résultats d'actualisation et des résultats de change portant sur des éléments ne faisant pas partie de l'endettement financier net.

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Intérêts et produits financiers	341	344
Intérêts et charges financières	-1 989	-2 369
Coût de l'endettement financier net	-1 648	-2 025
Différence de change	4 609	-1 646
Autres produits (charges)	-6 315	54
Total	-3 353	-3 618

La mise à jour du paiement différé sur l'acquisition de Luano Camp, compte tenu des prévisions de résultat de la filiale et sur la base d'un taux d'actualisation de 2,7%, a entraîné la constatation d'une charge financière de 6 308 K€ correspondant à la variation de juste valeur de la dette, conformément à IAS 39.

7.3. Gestion des risques :

Risque de change. — Trigano est exposé au risque de change pour une partie de son chiffre d'affaires (principalement au Royaume-Uni) et de ses approvisionnements, notamment ceux facturés en Dollar ou Livre Sterling.

Trigano sécurise sa marge opérationnelle en couvrant sur un horizon correspondant à son portefeuille de commandes (2 à 6 mois) les principaux risques après avoir opéré des compensations entre les flux anticipés dans les monnaies principales. Aucune couverture n'est effectuée sur le Zloty car le risque est jugé acceptable par Trigano.

Les contrats d'achats et de ventes à terme de devises sont évalués à leur juste valeur à la clôture. Le produit enregistré à ce titre sur la période s'élève à 2 942 K€ en 2016 (produit de 1 028 K€ en 2015).

Sensibilité au risque de change :

(En millions d'Euros)	Au 31/08/2016		
	GBP	USD	PLN
Hypothèse d'appréciation de l'Euro	10 %	10 %	10 %
Impact sur le résultat net avant impôt	-6,8	1,1	0,6
Impact sur les capitaux propres	-3,3		-0,6

(En millions d'Euros)	Au 31/08/2015		
	GBP	USD	PLN
Hypothèse d'appréciation de l'Euro	10 %	10 %	10 %
Impact sur le résultat net avant impôt	-5,9	1,0	0,6
Impact sur les capitaux propres	-3,0		-0,5

Risque de taux. — Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont à taux variable sur une base d'Euribor 3 mois. Une couverture de taux a été contractée afin d'échanger l'Euribor 3 mois contre un taux fixe à 0,63 % sur le crédit amortissable de 40 M€ mis en place en juillet 2012. Le tirage de 10 M€ effectué en décembre 2012 n'a pas donné lieu à opération de couverture.

Ainsi qu'indiqué à la note 7.1.2, Trigano a appliqué la comptabilité de couverture de flux de trésorerie sur ce swap de taux. La variation de la juste valeur du dérivé (-219 K€ après impôt) a ainsi été inscrite en capitaux propres au 31 août 2016 (-41 K€ au 31 août 2015).

Risque de liquidité. — Le risque de liquidité est couvert par la faiblesse du taux d'endettement financier et par l'importance des actifs immobiliers sur lesquels aucune garantie n'a été accordée aux organismes financiers.

Afin de réduire encore son risque de liquidité, la société a signé le 12 juillet 2012 un contrat sur 5 ans avec ses banques prévoyant la mise en place de crédits pour un montant de 200 M€. Les emprunts et dettes correspondants sont assortis d'engagements de respect de ratios financiers :

— endettement net consolidé sur fonds propres ≤ 1 ;

— endettement net consolidé sur EBITDA consolidé ≤ 3 .

Trigano satisfait à ces conditions au 31/08/2016.

Risque de crédit. — Le risque de crédit est limité par la dispersion des distributeurs, dont aucun ne représente plus de 2,5 % du chiffre d'affaires consolidé. Un système d'analyse d'informations financières et commerciales permet de prévenir et de contenir les principaux risques de défaillance.

Il est complété par un programme d'assurance crédit couvrant les créances sur les distributeurs dans les pays où l'expertise de Trigano n'est pas jugée suffisante pour gérer le risque.

En ce qui concerne les caravanes et camping-cars, la conservation jusqu'au paiement complet des documents nécessaires à l'immatriculation des véhicules permet dans la plupart des cas de limiter le risque au montant de la marge commerciale.

Enfin, dans plusieurs pays, à la demande de ses distributeurs, Trigano a développé des partenariats avec des sociétés spécialisées dans le financement des stocks de véhicules. Ces accords permettent généralement au distributeur de régler au comptant sa créance et de bénéficier d'un crédit couvrant la période d'exposition. En France, Trigano a développé avec Loisirs Finance un système incitatif permettant aux distributeurs de financer leur stock de véhicules neufs à un coût dégressif pouvant aller jusqu'à la gratuité en fonction de leur production de crédits aux particuliers.

Dans ce cadre, Trigano cède ses créances sans recours à Loisirs Finance. L'engagement de Trigano se limite à une aide à la recommercialisation des produits en cas de défaillance du distributeur (cf. note 2.4.4).

Risque action. — Trigano n'est pas exposé à un risque action.

7.4. Engagements hors bilan. — Une caution d'un montant de 1 M€ a été donnée à BNP-Paribas pour la délivrance d'une garantie bancaire demandée par le bailleur dans le cadre de la location de l'usine de SEA à Poggibonsi.

8. – Impôts sur les bénéfices et impôts différés.

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du groupe, corrigé de la fiscalité différée. La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les reports fiscaux déficitaires et certains retraitements de consolidation. S'agissant des pertes fiscales, un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que la société concernée disposera dans le futur de bénéfices imposables sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés. Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilantielle et, conformément à la norme IAS 12, ils ne sont pas actualisés.

8.1. Analyse de la charge d'impôts :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Résultat net	89 658	59 480
Dont résultat des sociétés mises en équivalence	5 587	4 193
Dont résultat des sociétés intégrées globalement	84 070	55 287
Charge d'impôts comptabilisée	-11 885	-3 989
Résultat avant impôts des sociétés intégrées globalement	95 956	59 275
Charge théorique d'impôts (1)	-29 539	-18 442
Taux d'impôts théorique	30,8%	31,1%
Variation des déficits fiscaux non reconnus antérieurement	18 394	12 757
Autres différences permanentes	-740	1 696
Total rapprochement	17 654	14 453
Charge d'impôts comptabilisée	-11 885	-3 989
Taux d'impôt apparent	12,4 %	6,7 %
(1) Au taux d'imposition de chaque entité.		

8.2. Impôts différés. — Les soldes d'impôts différés actif et passif s'analysent ainsi :

(En milliers d'Euros)	31/08/2016	31/08/2015
Impôts différés sur		
Immobilisations	-10 651	-11 580
Dépréciations et autres charges	5 509	6 948
Déficits reportables	35 639	21 746
Autres	-178	-417
Solde net actif / (passif) des impôts différés comptabilisés	30 319	16 696
Impôts différés Actif	37 340	23 400
Impôts différés Passif	-7 021	-6 704

Pour l'évaluation du caractère recouvrable de ses actifs d'impôt différés, Trigano a revu les hypothèses et options possibles dans le cadre de son processus d'arrêté des comptes. Les prévisions faites, que ce soit sur les résultats futurs ou sur d'autres possibilités d'imputation, ont confirmé les options prises à la clôture.

La mise en place de l'intégration fiscale entre sociétés sœurs permise par la nouvelle réglementation fiscale italienne a conduit à reconnaître sur la période un actif d'impôt différé de 17,2 M€ correspondant à la totalité des pertes reportables des sociétés concernées au taux en vigueur.

Le montant cumulé des pertes reportables n'ayant pas donné lieu à activation d'impôts s'élève au 31 août 2016 à 90 M€.

9. – Capitaux propres et résultat par action.

9.1. Capitaux propres. — La politique de gestion des capitaux propres vise à préserver la continuité d'exploitation du groupe, à servir une rémunération aux actionnaires et à permettre le développement de l'activité, notamment par croissance externe.

Les capitaux propres de Trigano (société mère) ne sont soumis à aucune contrainte externe. Seuls ceux de Loisirs Finance (détenue à 49 %) doivent respecter les ratios prudentiels imposés par la réglementation bancaire française et européenne.

M. François Feuillet et Mme Marie-Hélène Feuillet détiennent au 31 août 2016 57,8 % du capital et 73,6 % des droits de vote de Trigano. Le capital se compose de 19 336 269 actions entièrement libérées, d'une valeur nominale de 4,2567 €.

Instruments de capitaux propres et instruments composés. — Le classement en capitaux propres dépend de l'analyse spécifique des caractéristiques de chaque instrument émis.

Frais de transactions sur capitaux propres. — Les frais externes directement attribuables aux opérations de capital ou sur instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôt, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.

Actions propres. — Les actions propres sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions propres est inscrit directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession, nettes d'impôt, n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

L'Assemblée Générale du 5 janvier 2016 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder à des rachats de titres de la société pour une période de 13 mois dans la limite de 1 900 000 actions. L'Assemblée Générale du 26 juillet 2016 a transféré au Directoire l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de rachat des actions de la société.

Détail des primes, actions propres et des autres réserves :

	31/08/2016	31/08/2015
Capital	82 310	82 310
Primes	4 184	4 184
Actions propres (1)	-4 459	-3 990
Réserves stock-options (2)	243	243
Réserves consolidées (3)	419 954	343 646
Ecart de conversion (4)	-12 247	-4 977
Total	489 985	421 416

(1) Trigano a signé un contrat de liquidité auquel une somme de 500 k€ a été affectée. Au 31 août 2016, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre de ce contrat est de 4 022 titres Trigano.

Dans le cadre des autorisations données par l'Assemblée Générale, des actions de la société ont été rachetées. Au 31 août 2016, le nombre d'actions propres s'élève à 181 878.

(2) Ce compte enregistre l'effet cumulé constaté en contrepartie de la charge d'amortissement des stock-options.

(3) Ce compte comprend :

- les réserves de la société mère après retraitements de consolidation ;
- la quote-part revenant au groupe des capitaux propres retraités de chacune des filiales diminuée de la valeur des titres détenus par le groupe et augmentée du goodwill éventuel ;
- l'effet cumulé des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs ;
- les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les variations de juste valeur des dérivés dans les opérations de couverture de flux de trésorerie.

(4) Ce compte comprend la part revenant au groupe des écarts de conversion, positifs ou négatifs, liés à l'évaluation au taux de clôture des capitaux propres des filiales étrangères et de la fraction des créances et des dettes faisant partie de l'investissement net dans les filiales étrangères.

Dividendes. — Le Directoire propose comme distribution relative à l'exercice clos le 31 août 2016 un dividende brut de 1,00 € par action ordinaire. Les états financiers présentés avant répartition ne reflètent pas ce dividende qui est sujet à l'approbation des actionnaires réunis en Assemblée Générale le 9 janvier 2017.

9.2. Résultat par action. — Le résultat par action est calculé sur le nombre moyen d'actions pondéré selon la date de création des actions dans l'exercice, déduction faite des actions propres. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions qui ajoute au dénominateur le nombre d'actions potentielles qui résulteront des instruments dilutifs (options), déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

En nombre d'actions	2016	2015
Actions en circulation	19 336 269	19 336 269
Actions propres	-185 900	-172 703
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action	19 150 369	19 163 566

En nombre d'actions	2016	2015
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat de base par action	19 150 369	19 163 566
Nombre de stock-options dilutives		
Nombre d'actions retenues pour le calcul du résultat dilué par action	19 150 369	19 163 566

10. – Evénements postérieurs à la clôture.

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture qui nécessiterait de modifier les comptes ou de donner une information complémentaire.

VII. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Trigano, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre groupe effectue des estimations et formule des hypothèses concernant les tests de dépréciation des goodwill (note 5.4), les actifs d'impôt différé (note 8.2), les provisions (note 6) ou encore les passifs financiers reconnus à leur juste valeur (note 7.1.2).

Pour l'ensemble de ces éléments, nous avons vérifié le caractère approprié des règles et méthodes comptables suivies et des informations données dans l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons également apprécié la cohérence des hypothèses retenues, la traduction chiffrée de celles-ci ainsi que la documentation disponible et procédé, sur ces bases, à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 19 décembre 2016.
Les Commissaires aux comptes :

BM&A:
Pascal de Rocquigny ;

Ernst & Young Audit:
Aymeric de La Morandière.